

Relations Suisse-UE

«La libre circulation tue notre marché du travail»



La conseillère nationale Magdalena Martullo-Blocher (UDC/GR) est à la tête du groupe EMS Chemie. JEAN-PAUL GUINNARD

L'UDC attaque les syndicats et les mesures prévues pour lutter contre le dumping salarial. À la manœuvre, Magdalena Martullo, la fille de Blocher

Florent Quiquerez Berne

Le timing ne doit rien au hasard. Alors que le Conseil fédéral doit présenter aujourd'hui sa politique européenne, l'UDC s'en est prise violemment mardi à la libre circulation. Chiffres à l'appui, le parti fustige les effets «pervers» des mesures d'accompagnement, et tire à boulets rouges sur les syndicats. Très discrète dans les médias, Magdalena Martullo monte au front. Interview.

Quelles conséquences tirez-vous de la libre circulation?

La libre circulation n'a pas conduit à un marché du travail plus libéral; au contraire, elle l'a davantage réglementé. Avant 2002, nous avions la protection des frontières. Elles ne s'ouvraient que pour les besoins de l'économie. Désormais, le marché du travail est devenu tellement accessible qu'il a fallu de nouvelles réglementations: les mesures d'accompagnement. Introduites en 2004, elles tuent peu à peu notre système de marché libéral.

Quel est le problème avec les mesures d'accompagnement?

Elles sont une catastrophe pour l'économie. Et on ne pourra revenir en arrière qu'en renégociant la libre circulation, ou en l'abandonnant. C'est aussi pour cela que je ne voudrai jamais d'un accord institutionnel. S'il devait être adopté, ce sont les règles de l'UE qui s'imposeraient sur notre marché du travail. Ça détruirait notre démocratie directe.

Vous dénoncez aussi un diktat des syndicats. Pourquoi?

Avec la libre circulation s'est posée la question de la sous-enchère salariale. Ce qui est logique compte tenu des différences entre la Suisse et ses voisins. Pour y faire face, l'État a mis en place ces mesures d'accompagnement. Ainsi ont débarqué les conventions collectives de travail (CCT) et les commissions paritaires ou tripartites. Cet arsenal a renforcé le pouvoir des syndicats. Aujourd'hui, ils ne représentent que 15% des employés, mais décident pour 50% d'entre eux. Le système les a enrichis de façon opaque. Plus leur pouvoir croît, et plus ils engrangent de cotisations. Ce qui me gêne, c'est qu'ils profitent du chômage et de la main-d'œuvre étrangère pour se renforcer.

C'est une attaque en règle...

En quinze ans, les syndicats ont réussi à prendre le pouvoir sans véritable légitimité. Alors que le peuple a refusé le salaire minimum général, ils ont réussi à l'imposer pour un tiers des employés. Les syndicats ne sont élus par personne, mais revendiquent toujours plus, quitte à user d'actions de protestation. Prenez Unia qui s'invite partout à la table des discussions; il ne représente que 4% des employés. Je ne suis pas d'accord de leur donner tant d'argent et d'influence. Mais mes critiques vont aussi aux associations patronales qui reçoivent de l'argent avec ce système.

Les syndicats luttent pourtant contre le dumping salarial!

Qui vous dit que les salaires ne seraient pas meilleurs dans un marché non réglementé? Avant la libre circulation, les gens venaient en Suisse pour un poste donné, où le salaire était garanti au niveau pratiqué en Suisse. Si les rémunérations

baissent, c'est parce qu'il y a des alternatives. Dans la construction et la gastronomie, les salaires sont proportionnellement plus bas aujourd'hui qu'hier.

Personne n'empêche un employeur de payer ses employés davantage...

Avec les CCT, les employeurs ont perdu leur marge de manœuvre. Ils doivent répondre à toute une série d'obligations. C'est ce manque de souplesse que je critique. Alors que la Suisse a fait de sa flexibilité du travail un atout, on est en train de la détruire. Uniformiser est nuisible pour la place économique.

Les entreprises portent une responsabilité. Ce sont elles qui embauchent à l'étranger...

Avec la libre circulation, il est devenu beaucoup plus facile de faire venir de la main-d'œuvre étrangère. Les entreprises ont une responsabilité vis-à-vis des gens qui vivent en Suisse. Ils doivent aussi mieux sélectionner les travailleurs étrangers qui auront les qualités nécessaires pour s'intégrer durablement sur le marché du travail. On ne peut pas embaucher des gens pour une saison et les envoyer au chômage ensuite.

La «préférence indigène light» est-elle une solution?

Elle ne servira à rien, si ce n'est à faire plus de bureaucratie. Les Offices régionaux de placement sont surchargés, et ne savent pas quels profils coïncident avec quels postes. L'UDC souhaitait que les branches et les cantons gèrent cette question.

Votre parti a lancé une initiative pour résilier la libre circulation. L'économie peut-elle vivre sans les Bilatérales?

Attention. L'UDC souhaite renégocier l'accord sur la libre circula-

tion, et si ce n'est pas possible, le résilier. Personne ne demande la fin des Bilatérales. La clause guillotine peut faire tomber six accords. Mais d'une part, ils ne sont pas si importants pour la Suisse. D'autre part je ne pense pas que l'UE activera cette clause. Ces accords - comme celui sur les transports terrestres ou les obstacles techniques au commerce - sont surtout dans son intérêt. L'UE a assez de problèmes avec le Brexit sans devoir en créer avec la Suisse.

Comment fait-on sans les Bilatérales?

Les Bilatérales, ce sont une centaine d'accords, dont l'écrasante majorité ne seraient pas touchés en cas de «guillotine». Il resterait aussi tous les accords de libre-échange qui sont fixés dans le cadre de l'OMC. L'UDC attend du Conseil fédéral qu'il en négocie davantage et renforce ceux que la Suisse a déjà. Avec les États-Unis par exemple.

Vous siégez au comité d'Economie Suisse. Votre vision est-elle partagée?

Partiellement. L'économie veut le libre-échange et l'accès financier au marché européen. Le premier nous l'avons, quant au second, il a été impossible de l'obtenir bien que le Conseil fédéral ait tout donné à

Bruxelles. La question qui se pose est désormais la suivante: veut-on continuer avec la libre circulation pour gagner en facilité ou préféret-on s'en passer pour éviter cette surréglementation? Ce discours commence à faire mouche auprès de certains milieux économiques.

De quoi parle-t-on

Introduites en 2004 pour protéger les travailleurs des risques de sous-enchère salariale liés à la libre circulation, les **mesures d'accompagnement** permettent d'effectuer des contrôles sur le lieu de travail. Ces mesures s'articulent autour de **la loi sur les travailleurs détachés** qui oblige les employeurs étrangers à respecter des conditions minimales de travail et de rémunération. Ceux qui violent ces dispositions sont sanctionnés. Dans les branches sans **convention collective de travail** de force obligatoire, les commissions tripartites surveillent le marché du travail; dans les branches disposant d'une telle CCT, les commissions paritaires sont chargées de la vérification. En cas de sous-enchère salariale abusive et répétée dans une région, une branche ou une profession, une intervention contraignante de l'État est possible.

«Bruxelles n'a pas à dicter son calendrier à la Suisse»

● Comment analysez-vous la cacophonie du Conseil fédéral sur l'Europe?

Je constate qu'il y a de plus en plus de scepticisme sur la nécessité d'un accord-cadre. Avant, l'UDC était le seul parti à ne pas en vouloir.

Que pensez-vous des hésitations d'Ignazio Cassis?

Je les comprends. Le dossier est complexe. Si j'ai voté pour lui, c'est parce que je pense qu'il est quelqu'un d'intelligent. C'est essentiel pour négocier. Tout le monde essaie de l'influencer, il y a des pressions de la part de l'UE, qui tente d'exploiter nos divergences

pour fragiliser la position suisse. J'espère qu'il tiendra. Il n'y a aucune raison de se presser. On peut attendre la fin des négociations sur le Brexit.

L'UE met pourtant une forte pression sur la Suisse.

Dans une négociation, personne n'a à imposer un calendrier à l'autre. En Suisse, il n'y a aucune urgence. L'accord sur l'électricité, même Doris Leuthard n'en fait plus une priorité. L'accès aux marchés financiers serait une excellente chose, mais rien ne bouge depuis des années. Aujourd'hui, notre

seul problème, c'est l'accord sur la libre circulation, mais le gouvernement n'essaie pas de le renégocier.

Êtes-vous intéressée par le Conseil fédéral?

Pas vraiment, ou alors en cas d'absolue nécessité. Je suis une entrepreneuse avant tout. Je ne voulais pas faire de la politique. Si je suis venue au Conseil national, c'est parce que je n'étais pas contente avec la politique actuellement menée à Berne. Si on veut améliorer les choses, il faut oser mettre les mains dans le cambouis.